

**Question Elian Collaud
concernant l'Association fribourgeoise
d'aide et soins à domicile (AFAS) –
Budget provisoire de l'assemblée des délégués
du 3 mars 2005 à Villars-sur-Glâne**

N° 820.05

Question

La mise en place des services d'aide et soins à domicile s'est réalisée grâce à l'engagement des commissions de district accompagnées par l'autorité faîtière. Ces institutions répondent dans leurs nouvelles formes aux mêmes exigences qu'auparavant, c'est-à-dire le bien-être des résidents à domicile nécessitant une assistance tant en soins qu'en ménage.

Par conséquent, ces services ont besoin de resserrer leurs rangs, afin d'être toujours performant à des prix raisonnables. C'est pourquoi l'ensemble des districts veut une autorité faîtière forte et capable de répondre au travail de coordination des besoins de la base. Je ne veux pas tous les énumérer, mais insister sur l'un ou l'autre avec notamment la tenue des statistiques et la garantie d'une formation continue identique pour chaque collaborateur et collaboratrice.

Pour mener à bien cette mission, l'autorité faîtière a toujours besoin de moyens. Une partie des ressources provient des cotisations de la base par une perception d'une contribution de 0.55 francs par habitant.

La contribution complémentaire non négligeable provient de l'Etat qui doit aussi s'impliquer pour une qualité de vie sur l'ensemble du territoire cantonal.

Lors de la dernière assemblée de l'association d'aide et soins, un budget provisoire a été proposé. Par conséquent, afin d'assurer le financement de l'année 2005, je pose la question suivante :

Dans quelle mesure le montant prévu au budget est-il assuré et à quel moment serait-il disponible ?

De plus, afin de planifier la suite des activités tant de l'autorité faîtière que des associations de district, je demande au Conseil d'Etat de donner ses pistes et réflexions sur le mode de subventionnement de cette institution, ainsi que la garantie à long terme.

De plus, je souhaite connaître les tâches qui pourraient être confiées aux associations d'aide et soins à domicile, ainsi que leur prise en charge, tenant compte de la répartition des tâches Etat-Communes.

Je remercie le Conseil d'Etat pour les engagements pris pour les services d'aide et soins à domicile du canton.

Le 22 mars 2005

Réponses du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat est persuadé de l'importance d'une association faitière forte en matière de soins et d'aide à domicile. C'est ainsi que, dans le cadre de la révision de la loi sur les soins et l'aide familiale à domicile soumise au Grand Conseil, il conditionne le subventionnement des services de soins et d'aide à domicile à leur adhésion à cette association. Cet organe est aussi désigné comme interlocuteur privilégié de l'Etat, notamment pour la détermination des conditions cadre d'exploitation des services de soins et d'aide à domicile.

Ces conditions cadre sont également spécifiées dans la révision en cours. Il s'agit notamment des conditions de collaboration et de coordination des services, des normes comptables, statistiques et de qualité, de l'horaire d'intervention, ainsi que de l'effectif et de la qualification du personnel.

La révision en cours prévoit que l'Etat peut confier des mandats spécifiques à un organe faitier et qu'à ce titre, celui-ci peut obtenir une indemnisation pour les mandats qui lui sont confiés. Ceci n'est actuellement pas le cas.

Si le Grand Conseil accepte le projet de loi révisée, le mandat à confier à l'Association fribourgeoise d'aide et soins à domicile pourra être déterminé et le montant de l'indemnisation forfaitaire évalué. Cet accord pourrait intervenir rapidement notamment pour la résolution des questions de statistiques et d'évaluation des besoins et des ressources, pour lesquelles des discussions ont déjà été entreprises. Le financement de l'Association fribourgeoise d'aide et de soins à domicile sera fixé en fonction des tâches qui lui seront déléguées.

Enfin, en ce qui concerne les tâches confiées aux services de soins et d'aide à domicile, la loi actuelle et son règlement d'exécution définissent clairement la palette des prestations subventionnées. La révision de la loi reprend ces éléments, avec quelques améliorations. Le système de subventionnement prévu pour ces tâches est identique à celui actuellement en vigueur. Seul le taux de subventionnement est modifié, afin qu'il soit uniforme entre les soins et l'aide à domicile. Il n'y a pas à ce sujet de modification des compétences entre l'Etat et les communes.

En conclusion, le Conseil d'Etat estime que le projet de révision de la loi sur les soins et l'aide familiale à domicile apporte une réponse suffisante à la question posée. Il exprime le vœu que le Grand Conseil réserve un bon accueil au projet de révision.

Fribourg, le 18 mai 2005